

Déclaration

Nous avons appris que le ministre de l'Education nationale, monsieur Blanquer, faisait appel aux professeurs retraités pour effectuer des remplacements afin d'assurer « *la continuité pédagogique* » des élèves dans une situation insupportable qu'il a lui-même instaurée au motif de raisons sanitaires.

Nous déclarons, en tant qu'anciens professeurs, syndiqués FO, et retraités relevant du Code des pensions civiles et militaires, que nous ne donnerions pas suite à cette demande si elle nous était faite.

Le ministre Blanquer poursuit sa politique de suppression de postes Il organise le chaos dans les établissements avec ses ordres et contre ordres permanents qui foulent au pied les missions d'instruction des enseignants et génèrent colère et inquiétude chez les élèves et leurs parents ! Et dans le même temps il annonce le recours aux heures supplémentaires et aux retraités ! C'est une provocation !

Le gouvernement de Mr Blanquer a poursuivi la suppression des lits par milliers dans les hôpitaux publics. Il a refusé de créer les milliers de postes de professeurs nécessaires pour assurer les remplacements. Il liquide le service social et de santé scolaire de l'Education nationale, et refuse de recruter médecins scolaires, médecins de prévention, infirmières, assistantes sociales en nombre suffisant, et à des rémunérations attractives. Il a supprimé les salaires de milliers de collègues infirmières, psychologues scolaires...suspendus parce que non vaccinés !

Comment ce gouvernement qui refuse de répondre aux revendications des retraités comme à celles des actifs, qui veut les mettre dans le ghetto d'une "5ème branche" en dehors de la Sécurité sociale, conquête de tous les salariés, actifs, chômeurs et retraités, qui veut supprimer nos 42 régimes de retraites, avec l'allongement du nombre d'annuités et le recul de l'âge de départ à la retraite, et qui refuse de recevoir les représentants syndicaux des retraités tous unis, peut-il se permettre aujourd'hui de se rappeler qu'on existe pour l'aider à passer l'épreuve de sa politique destructrice de nos droits, des droits des jeunes à l'instruction, et du droit de tous à la santé, en même temps que le droit des anciens à une retraite bien méritée ?

Nous ne serons pas les faire-valoir de cette politique agressive contre les salariés et leurs enfants. La meilleure façon de défendre les intérêts des élèves et des enseignants, ainsi que des parents, c'est de manifester que les revendications des collègues actifs sont inséparables celles des retraités. Nous serons avec eux dans la rue le 13 janvier.

Patricia Sauger, Robert Peinado, François Chaintron

Membres du Bureau de l'Union Départementale des Retraités **Force Ouvrière** 13

Marseille, le 11 janvier 2022